

RAPPORT MENSUEL

1 AU 31 MARS 2011

Sommaire:

- Six infrastructures permanentes ont été remises au Gouvernement : deux commissariats de police, deux bâtiments administratifs, un Tribunal de Paix et un centre de formation nautique pour la Police des Frontières.
- Lors de l'inauguration des nouvelles infrastructures à Walungu (Sud Kivu), des blocages dans le déploiement des magistrats et officiers de Police ont été rencontrés.
- L'interdiction des activités minières levée dans les Kivus et Maniema cause une forte pression pour l'ouverture des Centres de Négoce pilotes.
- Après deux ans d'opérations, clôture du programme conjoint UNICEF – FAO – PNUD pour faciliter le retour et la réintégration des personnes déplacées dans le Sud Kivu.

LOCALISATIONS: NK Nord Kivu; SK Sud Kivu; IT Ituri; REG Est DR

COMPOSANTE 1: AMELIORER LA SECURITE

Tendances dans la sécurisation des populations

NK	<p>Amélioration</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Après une détérioration en février, la Province a connu une diminution des actes de violence notamment dans les zones frontalière entre Masisi et Walikale. ▪ Des attaques à petite échelle perpétrées par les FDLR et d'autres groupes armés, restent néanmoins fréquentes.
SK	<p>Pas de changement considérable</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La baisse des actes de violence observée depuis 2010 semble persister. Les zones problématiques restent inchangées (territoires de Mwenga, Uvira, Fizi et Kalehe) mais l'intensité des attaques a été réduite. ▪ Une diminution a été notée dans les incidents rapportés dans le territoire de Fizi, après les exactions à grande-échelle perpétrées en janvier et février; néanmoins des inquiétudes persistent au sujet des FDLR et des activités accrues des groupes armés locaux.
IT	<p>Détérioration</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation de la fréquence des attaques par les groupes armés Congolais depuis février. ▪ Nécessité de surveiller les différents incidents de fusillades avec des ex-combattants dans le territoire Fataki.

Interruption de l'initiative de désarmement et démobilisation.

NK SK	<p>L'initiative de désarmement et démobilisation menée dans le cadre du STAREC/ISSSS a été suspendue, à la requête du Ministre de la Défense. Le premier centre de regroupement construit début mars à Butembo reste inoccupé en attente de plans additionnels.</p> <p><i>Note: Ce projet, financé par le Fonds de Consolidation de la Paix, cible 4000 combattants résiduels dans les Kivus. Sur ce total, 3500 sont attendus à la démobilisation et le restant sera</i></p>
------------------------	---

	<i>intégré dans les FARDC. La MONUSCO discutera avec le Ministre de la Défense afin de clarifier la voie à suivre pour le soutien au désarmement et démobilisation.</i>
--	---

COMPOSANTE 2: SOUTIEN AUX PROCESSUS POLITIQUES

Désengagement des groupes armés

NK SK	<p>Le Gouvernement a poursuivi des actions de pression militaire en combinaison avec des négociations au cas-par-cas avec les groupes armés résiduels. L'évolution la plus significative ce mois, est l'intégration des Maï-Maï Kapopo, un groupe du Sud Kivu, dans les FARDC. A ce jour, la situation des autres groupes armés sur le terrain reste peu concluante ; des rapports contrastés parvenant du terrain.</p> <p><i>Note : Les accords locaux tels que ceux passés avec les Maï-Maï Kapopo ce mois et avec les FRF, en décembre 2010 respectivement, posent un défi pour l'ISSSS. En effet, il est nécessaire d'évaluer où et comment l'appui programmatique est envisageable, comme par ex. la capacité des institutions étatiques à continuer l'intégration des ex-combattants.</i></p>
------------------	---

COMPOSANTE 3: RESTAURER ET RENFORCER L'AUTORITE DE L'ETAT

Remise de nouvelles installations

NK	<p>Deux nouvelles installations ont été remises à Masisi-centre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un commissariat pour la Police territoriale, construit grâce aux financements hollandais et allemand. Un effectif de 60 policiers y est déjà déployé. ▪ Un centre administratif, construit avec des fonds de l'USAID, et qui sera utilisé par l'Administrateur du Territoire et 30 fonctionnaires d'Etat.
SK	<p>Trois installations ont été formellement inaugurées à Walungu-centre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un commissariat pour la Police territoriale (avec des fonds des Pays-Bas et de l'Allemagne). La présence de quelques policiers sur place devra être complétée par le déploiement des éléments « non-originares » qui est encore en attente. ▪ Un Tribunal de Paix, financé par les Pays-Bas. Néanmoins, le déploiement des magistrats ne sera possible que dans quelques mois. ▪ Un bâtiment pour l'Administration Territoriale, financé par USAID.
IT	<p>Un centre de formation nautique pour la Police des Frontières à Kasenyi, mis en œuvre par OIM avec des fonds du gouvernement américain.</p>

Sommaire des travaux d'infrastructures

Etat actuel dans les localités ciblées par l'ISSSS:

	Phase de planification	Travaux en cours	Travaux finis	Travaux remis	Total prévu
Police territoriale	0	4	7	3	14
Administration civile	0	7	7	3	19
Prisons	0	3	1	0	4
Tribunaux de Paix	0	1	2	1	4
Centres de Négoces	0	2	2	0	4
TOTAL	0	19	19	7	47

Gestion des ressources naturelles

NK SK	<p>L'interdiction des activités minières dans les Kivus et le Maniema imposée fin 2010 a été levée le 10 mars. Les activités minières ont repris immédiatement après.</p> <p>Dans le cadre de l'ISSSS, la construction de deux Centres de Négoce pilote a été complétée à Mugogo (Sud Kivu) et Rubaya (Nord Kivu). Le personnel est formé et disponible, mais plusieurs étapes sont encore nécessaires avant leur lancement :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Certification des sites miniers dans le rayon concerné de chaque centre.▪ Sensibilisation des travaux miniers, de la chaîne d'achat et de la population.▪ Mesures prises pour la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement entre les mines et le marché.▪ (au Nord Kivu) Clarifier l'intersection des sites relativement à l'administration parallèle. <p><i>Note : La pression pour activer ces sites est grandissante. Cela est principalement dû aux dispositions prises à partir du 1 avril 2011 pour les compagnies américaines de rapporter l'utilisation des minéraux et leur provenance. Les acteurs locaux concernés estiment que cela amènera à un embargo de fait des minéraux congolais. En même temps, il a été reconnu que les procédés de traçabilité et certification doivent être fonctionnels avant le lancement des sites.</i></p>
------------------	--

Blocages dans le déploiement des fonctionnaires d'Etat

NK SK	<p>La remise des nouvelles installations à Walungu (SK) le 28 mars 2011 a permis de relever plusieurs blocages dans l'expansion de l'autorité civile.</p> <ul style="list-style-type: none">(i) <i>Tribunaux de Paix</i> : inexistence de plans de déploiement de magistrats dans les trois tribunaux de Paix construits dans le cadre de l'ISSSS.(ii) <i>Police Territoriale</i> : Nouvelles installations dans le Sud Kivu restent en sous-effectifs, étant donné que le déploiement d'approximativement 170 éléments non-originares doit encore s'effectuer. <p>Le plaidoyer auprès de partenaires gouvernementaux est en cours.</p>
------------------	--

COMPOSANTE 4: RETOUR, REINTEGRATION ET RELEVEMENT

Clôture du programme conjoint dans le Sud Kivu

SK	<p>Le programme conjoint UNICEF-PNUD-FAO pour la facilitation de retours des personnes déplacées et la réintégration communautaire dans le Sud Kivu, a été clôturé le 31 mars 2011 après deux ans d'activités.</p> <p>Le programme s'est focalisé sur le territoire de Walungu (l'axe prioritaire Bukavu-Shabinda) et dans le territoire de Kalehe (l'axe prioritaire Miti-Hombo) et visait trois objectifs : relèvement économique et prévention des conflits (PNUD); sécurité alimentaire et productivité agricole (FAO) ; et restauration des services communautaires de base (UNICEF).</p> <p>Les principaux résultats du programme comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Projets générateurs de revenus en faveur de 6800 familles.▪ Etablissement des 250 Comités Villageois de Développement, et le renforcement de leurs capacités.▪ Formation et équipement pour améliorer et diversifier les pratiques agricoles pour 10800 familles.▪ Construction de 81 salles de classe, 9 centres de santé, et une maternité.
-----------	--

	<ul style="list-style-type: none"> Programmes d'éducation sur paix en partenariat avec <i>Search for Common Ground</i>, et activités pour la sécurisation des titres fonciers. <p>Des détails complets sont disponibles dans le dernier rapport trimestriel du programme. Le programme a été financé par les Pays-Bas pour un montant total de 11.195 millions USD.</p>
--	--

Mécanismes de résolution des disputes locales

NK	<p>Une réunion des partenaires, présidée par l'équipe Provinciale du STAREC, a approuvé les termes de référence des <i>Comités Locaux Permanents de Conciliation</i> (CLPC) et a établi un plan de travail pour l'exécution de leur mise-en-place.</p> <p><i>Note: Ce projet avait été suspendu après que le Gouverneur du Nord Kivu ait aboli la Commission de Pacification provinciale en octobre 2010 créées en vue de faciliter le retour des DPI et réfugiés dans les zones sensibles du Nord Kivu.</i></p>
-----------	--

Gestion des conflits fonciers

NK	<ul style="list-style-type: none"> Un centre pour les médiations foncières a été ouvert à Kiwanja le 7 mars. La formation de 120 chefs coutumiers en matière de loi foncière et résolution des conflits fonciers, a été conduite dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Beni et Butembo.
-----------	---

COMPOSANTE 5: COMBATTRE LES VIOLENCES SEXUELLES

Protection et prévention

IT	<ul style="list-style-type: none"> Un atelier d'évaluation des activités menées en 2010 et la programmation pour 2011 a été organisé. Les comités de vigilance ont conduit des campagnes de sensibilisation, et ont référé les victimes aux structures appropriées. Diverses transmissions radio portant sur la loi congolaise relative aux violences sexuelles, ont été effectuées dans les territoires de Mahagi, Aru et Mambasa. Deux pièces de théâtre sur le sujet ont été produites.
SK	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation de l'étude sur les causes et conséquences des violences sexuelles. Finalisation des modules de sensibilisation, y compris des « <i>boîtes à images</i> » et posters.

Développement du Secteur de la Sécurité

IT	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de tests de sélection pour identifier les participants des FARDC à Bunia, Kisangani et Bukavu.
-----------	--

Assistance multisectorielle

IT	<ul style="list-style-type: none"> Formation de 20 agents des partenaires des ONGs, chargés de l'assistance psychosociale aux victimes.
-----------	--

PARTENARIAT ET COORDINATION

Groupe de Travail sur la Stabilisation (SWG)

REG	<p>Le SWG a eu un atelier de travail d'une journée le 16 mars 2011. Les points d'intervention prioritaires qui sont ressortis, sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> La nécessité de mettre à jour le Cadre Programmatique Intégré de l'ISSSS, en
------------	---

	<p>particulier pour prendre en compte les priorités identifiées via les structures de coordination STAREC.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le renforcement de la cohérence entre les différentes composantes de l'ISSSS sur base d'une compréhension commune de l'IPF. ▪ L'amélioration de l'intérêt porté à l'appropriation nationale à Kinshasa, en tirant les leçons des structures provinciales du STAREC. ▪ Le renforcement de l'analyse politique et sécuritaire pour guider la programmation, notamment améliorer le ciblage des zones stables/transitionnelles/instables.
--	---

Mission du SSU au UNHQ

REG	<p>Le Chef d'Equipe de la Stabilisation a mené une mission au UN HQ New York du 21 au 25 mars. Cette mission était organisée par L'Equipe Intégrée Opérationnelle des Grands Lacs (GLIOT). L'objectif de cette visite était de participer aux briefings et consultations avec les audiences ciblées clé, et de fournir des mises-à-jour sur le travail de l'ISSSS/STAREC.</p> <p>Les briefings ont compris des échanges bilatéraux avec DPKO, les Agences du SNU, particulièrement avec le PBF/PBSO, PNUD, des Etats Membres, ainsi que des réunions de groupe spécifiques telles que l'IMTF, le Conseil de Sécurité (niveau Experts), les bailleurs de l'ISSSS et les ONGs.</p>
------------	--

Soutien à la coordination du STAREC

NK	<p>Le Comité Technique Conjoint s'est réuni le 30 mars 2011 et a permis l'approbation des termes de références des CLPCs ainsi que la validation de deux fiches de projets relatives dans le cadre de la composante Restauration de l'Etat.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La sous-commission pour la Restauration de l'Autorité de l'Etat s'est réunie le 30 mars 2011.
SK	<p>Le Comité Technique Conjoint s'est réuni le 16 mars 2011.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Quatre sous-groupes ont été créés dans la sous-commission pour la Sécurité et l'Autorité de l'Etat : administration, justice, sécurité/police et défense. ▪ L'équipe nationale du STAREC a organisé une réunion en date du 14 mars afin de prioriser les routes nécessitant réhabilitation dans la province.
REG	<p>Le Groupe de Travail sur les Violences Sexuelles s'est réuni le 3 mars; suivi par une réunion des coordonateurs le 9 mars afin de recommander les allocations à effectuer dans le cadre du Fonds pour le Relèvement and Stabilisation.</p>

POUR PLUS D'INFORMATIONS:

Unité d'Appui à la Stabilisation

Ian D. Quick	Chargé de l'évaluation	quick@un.org
Pierre Bardoux	Chef d'équipe adjoint	bardoux@un.org
Bruno Donat	Chef d'équipe	donat@un.org

Unité de lutte contre les violences sexuelles

Beatrix Attinger-Colijn	Conseiller Principal	attingercolijn@un.org
-------------------------	----------------------	-----------------------